Comment la Banque mondiale finance l'accaparement des terres

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
May 2012

Ã€ la veille de la confÃ©rence annuelle de la Banque mondiale sur la terre et la pauvretÃ©, organisÃ©e du 24 au 26 avril, un rapport des Amis de la Terre Ouganda rÃ©vÃ¨le les consÃ©quences dramatiques de l'accaparement des terres financÃ© par la Banque mondiale : violations gÃ©nÃ©ralisÃ©es des droits des populations et graves destructions de l'environnement. Le rapport des Amis de la Terre Ouganda Land, Life, Justice - La terre, la vie et la justice, prÃ©sente les tÃ©moignages de communautÃ©s contraintes d'abandonner leurs lieux de vie, leurs moyens de subsistance et leur accÃ¨s Ã l'eau.Â

La Banque mondiale a historiquement soutenu et financÃ© Ã hauteur de plusieurs millions de dollars, l'expansion de l'huile de palme dans les Ã®les boisÃ©es au large du Lac Victoria Ã Kalangala en Ouganda. PrÃ¨s de 10 000 hectares ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© plantÃ©s couvrant prÃ¨s d'un quart de la superficie des Ã®les. Si la Banque mondiale s'est depuis retirÃ©e du projet, qui implique aussi le gÃ©ant des agrocarburants Wilmar, la compagnie africaine d'olÃ©agineux Bidico ou le gouvernement ougandais, les accaparements de terres continuent...

Les plantations de palmiers Ã huile se sont dÃ©veloppÃ©es au dÃ©triment des cultures vivriÃ¨res locales et des forÃªts tropicales. Les populations locales ont Ã©tÃ© empÃªchÃ©es d'accÃ©der aux sources d'eau et aux pÃ¢turages. En dÃ©pit des promesses d'emploi, les habitants ont perdu leurs moyens de subsistance et ont du mal Ã joindre les deux bouts. Pour David Kureeba de NAPE/les Amis de la Terre Ouganda : "Les droits Ã la terre sont en train d'Ãªtre dÃ©moli, bien qu'ils soient garantis par la Constitution ougandaise. La petite agriculture, la foresterie qui a protÃ©gÃ© la faune, le patrimoine et l'approvisionnement alimentaire de l'Ouganda sont remplacÃ©s par des dÃ©charges de palmiers Ã huile qui ne profitent qu'Ã l'industrie agro-alimentaire. Le gouvernement ougandais doit donner la prioritÃ© Ã la petite agriculture biologique paysanne et protÃ©ger les droits fonciers des populations."

John Muyiisha, un agriculteur de Kalangala, raconte ainsi qu'en se rÃ©veillant un matin, il a trouvÃ© des bulldozers dÃ©truisant ses rÃ©coltes. Il cultivait ce terrain depuis 34 ans. D'autres membres de la communautÃ© ont Ã©tÃ© embauchÃ©s pour planter des palmiers Ã huile et contraints de revendre leurs terres en raison des dettes, du faible revenu de l'huile de palme et de l'absence de rÃ©coltes vivriÃ¨res.Â

Ronack Monabay, chargÃ© de campagne sur les Institutions financiÃ¨res internationales aux Amis de la Terre France explique : "Ces rÃ©cits contredisent l'idÃ©e mÃªme que l'accaparement des terres serait souhaitable et "fonctionne" pour les communautÃ©s et l'environnement. Des dÃ©cennies de privatisation des terres et de promotion de l'agriculture

industrielle par la Banque mondiale ont ouvert la voie Ã un accaparement massif des terres. Les gouvernements Ã travers le monde doivent arrÃªter l'accaparement des terres et non pas seulement essayer d'en attÃ©nuer les impacts les plus graves. Ils doivent respecter leurs obligations en matiÃ¨re de droits de l'homme sur la terre et rÃ©duire drastiquement leurs demandes pour les produits tels que l'huile de palme."

Le rapport en anglais, un diaporama photographique et un film sont disponibles sur le site des Amis de la Terre.

Le projet de Kalangala, sur lequel se concentre le rapport, est une joint venture entre le gÃ©ant mondial des agrocarburants Wilmar International et BIDICO, l'une des plus grandes compagnies de grainesÂ olÃ©agineuse en Afrique de l'Est avec le soutien financier et politique des institutions financiÃ¨res internationales comme la Banque Mondiale et le gouvernement ougandais. Il est financÃ© pour 120 millions de dollars par des financements privÃ©s, pour 10 millions de dollars par International Finance Corporation et la Banque Mondiale, pour 19,9 millions de dollars par le fonds international pour l'agriculture et le dÃ©veloppement et pour 12 millions de subsides du gouvernement ougandais.

Land, Life, Justice - Les Amis de la Terre